



Assemblée générale

Distr. générale
29 juin 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 104 a) de la liste préliminaire*

**Examen et application du Document de clôture
de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée
générale : bourses d'études, formation
et services consultatifs des Nations Unies
dans le domaine du désarmement**

Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Un total de 25 bourses d'études sur le désarmement a été octroyé en 2019, et 20 bourses en 2020. En 2019, le programme s'est déroulé du 19 août au 25 octobre. Le programme de 2020 a été annulé en raison de la pandémie de COVID-19.

Le programme vise à renforcer les compétences et la formation professionnelle des boursiers dans les domaines suivants : techniques de négociation et diplomatie multilatérale, esprit critique et compréhension des facteurs qui favorisent ou entravent les efforts de désarmement, capacité à combler les fossés politiques, régionaux et technologiques en rapprochant les idées et les attitudes qui encouragent la tolérance, le dialogue et les efforts internationaux concertés en faveur du désarmement. En préparant les boursiers à leurs futurs rôles dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements, le programme aborde la théorie et la pratique et combine des impressions et des connaissances de première main sur les armes et leurs effets avec une interaction directe et un travail de réseautage avec des représentants de premier plan de la communauté du désarmement. À ce jour, ce programme a permis de former 1 033 fonctionnaires originaires de 170 États, dont beaucoup occupent aujourd'hui au sein de leur gouvernement des postes à responsabilité dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale.

Le Secrétaire général constate avec satisfaction que le programme contribue à faire mieux prendre conscience de l'importance que revêtent le désarmement, la

* [A/75/50](#).



maîtrise des armements et la non-prolifération. Il remercie tous les États Membres et organisations internationales qui ont appuyé le programme au fil des années et contribué ainsi à son succès.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 71/73, intitulée « Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement », l'Assemblée générale a, entre autres, rendu hommage au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du programme et l'a prié de continuer, dans les limites des ressources disponibles, à exécuter chaque année le programme et de lui présenter un rapport sur ce sujet à sa soixante-quinzième session. Le présent rapport est soumis au titre de ce mandat.

II. Programme de bourses d'études en matière de désarmement

A. Bourses d'études pour 2019 et 2020

2. Un total de 25 bourses d'études a été accordé en 2019 aux fonctionnaires ci-après :

Argentine	Luciano Javier Liendo
Arménie	Marina Mesropyan
Bahreïn	Shaikha Jawaher Abdulla Mohamed Alkhalifa
Bénin	Mahoussi Florence Lokossou
Burundi	Anitha Congera
Cambodge	Hamizanne Math
Cameroun	Loïc Mbida
République dominicaine	Salvador Humberto Martínez Santamaria
Égypte	Fouad Hetta
France	Lisa Catherine Jane Ranger
Gabon	Idlège Anouchka Mvou Louba
Allemagne	Julia Freese
Inde	Nidhi Tewari
Iraq	Suha Abdulkareem Zamil Gharrawi
Panama	Grisselle Del Carmen Rodríguez Ramírez
République de Corée	Seunghee Shin
Roumanie	Bogdan Moldoveanu
Serbie	Dorde Zakula
Afrique du Sud	Natasha Patricia Carvalho Carvalho-Malekane
Sri Lanka	Fathuma Mafusa Mohamed Lafir
État de Palestine	Riham I.M. Barghouthi
Suisse	Moritz Alexander Christian Glatthard
Timor-Leste	Ivens Manuel Francisco Gusmão De Sousa

Trinité-et-Tobago	Kristan Nadia Jhagroo
République-Unie de Tanzanie	Prisca Oscar Mwanjesa

3. En raison de la crise de liquidités à laquelle l'Organisation des Nations Unies est confrontée en 2020, le nombre total de bourses pour l'année a été réduit de 25 à 20. Les 20 bourses ont été attribuées aux fonctionnaires suivants :

Bangladesh	Shah Md Ashraful Alam Mohon
Brésil	Luis Henrique Sacchi Guadagnin
Bulgarie	Aleksandra Aleksandrova Atanasova
Canada	Josée-Anne Roussel
Tchad	Saleh Mahamat Nour
Cuba	Aixa Paumier López
Guinée équatoriale	Maria Estrella Mikue Owono
Géorgie	Shota Mchedlishvili
Kazakhstan	Abylaikhan Bogenbaiuly
Kenya	Abdirahman Abdullahi Abdi
République kirghize	Aidyn Seidakhmatov
Liban	Michelle Al Asmar
Lituanie	Gabija Luksaite
Madagascar	Elodie Lydia Moana Raseta
Malaisie	Nizhan Faraz Bin Rizal
Mali	Gabdo Togo
Mexique	Ana Alicia Kubli Sobrino
Arabie saoudite	Bandar Mahdi S. Alnahdi
République arabe syrienne	Abdul Kareem Al Mekdad
Zambie	Choolwe Mulenga Chikolwa

4. La pandémie de COVID-19 qui sévit actuellement a un impact direct sur la viabilité et la mise en œuvre du programme de 2020. En particulier, le Bureau des affaires de désarmement a réalisé, en coopération avec tous les partenaires concernés, une analyse approfondie de la situation actuelle, des développements attendus et des options possibles qui pourraient raisonnablement remplacer les visites d'études formelles en personne des boursiers sans compromettre la qualité, les objectifs et le caractère global du programme. L'analyse a conclu que le manque de clarté, les risques associés à l'organisation du programme de 2020 dans les circonstances actuelles et les imperfections des outils d'apprentissage en ligne disponibles rendaient impossible la mise en place d'un programme de bourses d'études en désarmement raisonnablement intéressant qui réponde aux objectifs et aux résultats escomptés définis par la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et le programme de 2020 a été annulé. Les boursiers de 2020 seront considérés comme présélectionnés pour le programme de 2021.

5. Au fil des années, les efforts déployés par l'ONU pour promouvoir l'égalité des genres ont permis de maintenir la proportion de boursières. Ainsi, sur 45 bourses, 26 ont été accordées à des femmes en 2019 et en 2020.

B. Programme d'études

6. Le programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement relève du Bureau des affaires de désarmement. En 2019, il s'est déroulé du 19 août au 25 octobre. Comme indiqué, le programme de 2020 a été annulé. Le programme comprend trois parties : a) des activités menées à l'Office des Nations Unies à Genève à l'invitation du Gouvernement suisse ; b) des voyages d'études organisés dans les États Membres, à leur invitation, et des visites d'organisations intergouvernementales compétentes dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements ; et c) des activités menées au Siège de l'ONU.

7. Le programme aborde à la fois la théorie et la pratique en matière de désarmement. Il comprend, d'une part, des conférences, des exposés, des tables rondes, des réunions-débats et d'autres formes de discussion de groupe avec des diplomates de haut rang, des responsables d'organisations internationales et des représentants d'institutions universitaires, de la société civile et de groupes de réflexion sur le fonctionnement du mécanisme de désarmement et diverses questions fondamentales dans ce domaine. Il prévoit, d'autre part, des visites sur le terrain, des exercices de démonstration d'inspections sur place, des visites d'installations de destruction d'armes, de sites d'essais nucléaires, de réacteurs nucléaires et de laboratoires scientifiques, des projets de recherche, des exercices de simulation de négociations multilatérales et d'autres exercices pratiques. On trouvera ci-après une description succincte des activités du programme de 2019. Le programme de 2020 devait suivre dans l'ensemble celui de 2019 et incorporer des mises à jour pour tenir compte des derniers faits survenus dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération.

Première partie

8. La première partie du programme de 2019 s'est déroulée à l'Office des Nations Unies à Genève et dans d'autres lieux en Suisse. Elle consistait non seulement à présenter aux boursiers les grandes lignes du mécanisme de désarmement et du droit international humanitaire, mais également à leur présenter différents aspects de l'action multilatérale en faveur du désarmement, notamment les négociations qui peuvent être menées dans le cadre des travaux de la Conférence du désarmement et de certains organes conventionnels et instituts de recherche établis à Genève¹ qui sont compétents dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.

9. Les boursiers ont suivi des exposés et des conférences de représentants de haut niveau de divers États Membres, de responsables désignés pour participer à la Conférence du désarmement et à d'autres régimes conventionnels, de représentants

¹ La Convention de 1976 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et les protocoles y annexés, la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la Convention de 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, la Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions et le Traité de 2013 sur le commerce des armes.

de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, du Comité international de la Croix-Rouge, du Centre international de déminage humanitaire de Genève, du Geneva Centre for Security Policy, du Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, ainsi que de représentants d'organisations de la société civile (Geneva Disarmament Platform, Appel de Genève et Campaign to Stop Killer Robots).

10. Les boursiers ont assisté aux séances plénières de la Conférence du désarmement ainsi qu'à des exposés sur tout un éventail de questions, notamment les grands sujets inscrits à l'ordre du jour, l'histoire et les réalisations de la Conférence, ainsi que les difficultés auxquelles elle se heurte. Ils ont également assisté à des réunions d'experts de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et à des exposés sur le contenu, l'état et l'application des traités relatifs au désarmement et à la maîtrise des armements dont les organes sont installés à Genève, les travaux de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, les dernières évolutions dans des domaines tels que, entre autres, l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées, les engins explosifs improvisés, les incidences de la science et de la technologie sur les moyens et méthodes de guerre, y compris les systèmes d'armes létaux autonomes et la guerre cybernétique, le dialogue avec des acteurs non étatiques armés et le rôle des organisations non gouvernementales dans le processus multilatéral de désarmement.

11. Par ailleurs, les boursiers se sont rendus à Berne et à Spiez (Suisse) à l'occasion d'une visite d'une journée organisée par le Département fédéral suisse des affaires étrangères dans le cadre de laquelle ils ont assisté à des séances d'information sur la politique suisse en matière de sécurité et de relations internationales, l'accent étant mis sur le désarmement nucléaire, la non-prolifération, la lutte antimines, la gestion des armes légères et de petit calibre et des munitions et le renforcement de la confiance dans des conditions de sécurité difficiles. Les boursiers ont visité le laboratoire de Spiez et ont été sensibilisés aux scénarios et aux évaluations des risques liés aux menaces nucléaires, biologiques et chimiques, ainsi qu'à la contribution technique du laboratoire au contrôle des armements.

12. Pendant leur séjour à Genève, les boursiers ont également pris part à des exercices pratiques sur l'application de la législation sur les armes et du règlement intérieur de la Conférence du désarmement. Les boursiers ont également été tenus d'entamer des travaux de recherche portant sur un sujet de leur choix lié au désarmement, à la maîtrise des armements, à la non-prolifération ou à la sécurité internationale.

Deuxième partie

13. La deuxième partie du programme de 2019 prévoyait les visites de plusieurs organisations intergouvernementales : l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale à La Haye, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Vienne. Des voyages d'études étaient également prévus dans des États Membres, à leur invitation.

14. À l'OIAC, les boursiers ont suivi des séances d'information sur la genèse, le fonctionnement, le statut et l'application au niveau national de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, ainsi que sur différents aspects des travaux de l'OIAC, ses contributions aux efforts de désarmement et de non-prolifération et

son action en faveur de la coopération et de l'assistance internationales. Ils ont également suivi un exposé sur les activités que mène l'OIAC en rapport avec la République arabe syrienne. Le programme prévoyait également une visite du centre d'opérations de l'OIAC ainsi que du laboratoire et du magasin de matériel de l'organisation à Rijswijk (Pays-Bas), et une démonstration d'équipements pour une inspection sur place.

15. Durant leur visite à la Cour internationale de Justice et à la Cour pénale internationale, les boursiers se sont familiarisés avec la genèse et le fonctionnement des deux tribunaux, les procédures et la compétence de ces institutions juridiques, concernant notamment les affaires relatives aux armes nucléaires que traite la Cour internationale de Justice et son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

16. À l'AIEA, les boursiers ont assisté à des exposés sur le cadre juridique international et l'application du système de garanties de l'Agence, la sûreté des matières nucléaires et des sources radioactives et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ainsi que sur la mise en œuvre du Plan d'action global commun. Ils ont également visité les laboratoires de l'Agence à Seibersdorf (Autriche), le Centre des incidents et des urgences et le laboratoire du Centre international de Vienne contenant les équipements utilisés pour appliquer les garanties.

17. Au cours de leur visite de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les boursiers ont suivi des exposés détaillés sur la genèse et le statut du Traité, le fonctionnement du régime de vérification et ses applications civiles et scientifiques, les efforts continus déployés en faveur de l'universalisation et de l'entrée en vigueur du Traité, les travaux de la Commission préparatoire et la structure du système de surveillance international. Ils ont pu voir le Centre d'opérations de l'organisation, le Centre international de données et un système de surveillance international et ont participé à un quiz de groupe.

18. Pendant leur séjour à Vienne, les boursiers ont assisté à des séances d'information sur le fonctionnement des régimes de contrôle des exportations, en particulier l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage et le Groupe des fournisseurs nucléaires. Ils se sont également rendus au secrétariat de l'OSCE où la dimension politico-militaire de l'organisation leur a été présentée ainsi que les faits nouveaux concernant son rôle dans la maîtrise des armements et le maintien de la sécurité et de la coopération en Europe et au-delà.

19. Les boursiers ont également visité le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération et ont assisté à des exposés sur les zones exemptes d'armes nucléaires et sur les accords de limitation des armements entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie.

20. En 2019, les Gouvernements de l'Allemagne, du Brésil, de la Chine, du Japon, du Kazakhstan et de la République de Corée, ainsi que l'Union européenne, ont poursuivi la pratique établie consistant à inviter les participants au programme de bourses à visiter leurs institutions nationales et à assister à des conférences sur les politiques et les priorités nationales dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements. En 2020, les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Argentine, de la Chine, du Japon et de la République de Corée, ainsi que l'Union européenne, ont lancé des invitations similaires.

21. Le voyage d'études de 2019 en Allemagne prévoyait des exposés sur diverses questions relatives au désarmement et à la non-prolifération présentés par les représentants du Ministère fédéral des affaires étrangères, de la Division de la sécurité

internationale de la Stiftung Wissenschaft und Politik et de l'Institut Robert Koch. Les boursiers ont également visité Spreewerk Lübben, une entreprise de destruction de munitions, été sensibilisés aux méthodes de destruction des armes classiques, des munitions et des explosifs sans danger, ont assisté à la destruction de bombes à sous-munitions et ont visité l'usine d'incinération et l'arsenal de matériel neutralisé.

22. La visite d'études dans l'Union européenne comprenait, entre autres, des exposés sur le Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération, la politique de l'Union européenne en matière d'armes de destruction massive et d'armes conventionnelles, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, le rôle de l'Union européenne dans le Plan d'action global commun, l'action menée par le Centre commun de recherches nucléaires de l'Union européenne pour promouvoir la non-prolifération et le désarmement, des visites au Parlement européen et au Service européen pour l'action extérieure, ainsi qu'un exposé de la présidence du Conseil de l'Union européenne.

23. Le voyage d'études au Kazakhstan comprenait la visite de l'ancien site d'essai d'armes nucléaires (Opytnoïe Pole), du réacteur de fusion thermonucléaire (tokamak), du Centre national nucléaire et du musée du site d'essai de Semipalatinsk dans la ville de Kourtchatov. Les boursiers ont également suivi des exposés présentés par des responsables du Ministère des affaires étrangères à Nour-Soultan sur la politique et les initiatives du Kazakhstan en matière de désarmement, et plus particulièrement sur les problèmes relatifs au désarmement nucléaire.

24. Le voyage d'études en Chine prévoyait des exposés présentés par des fonctionnaires du Département de la maîtrise des armements du Ministère des affaires étrangères et par des représentants de l'Association chinoise pour le contrôle des armements et le désarmement sur des questions clés relatives au désarmement et à la non-prolifération, ainsi qu'une visite de la société Qihoo 360. Les boursiers se sont rendus à Harbin et ont visité le musée du site de l'Unité 731 de l'armée impériale japonaise et des sites culturels et historiques situés à Beijing.

25. Le voyage d'études en République de Corée prévoyait un séminaire sur la politique du pays en matière de désarmement et de non-prolifération et sur les perspectives de la péninsule coréenne en matière de sécurité, avec la participation de responsables du Ministère des affaires étrangères de la République de Corée et de représentants de l'Académie diplomatique coréenne. Les boursiers ont également visité la zone démilitarisée et des sites historiques et culturels à Séoul.

26. Le voyage d'études au Japon a été organisé par le Gouvernement du Japon et les municipalités des villes d'Hiroshima et de Nagasaki. À Nagasaki, les boursiers ont déposé des fleurs à l'hypocentre de la bombe atomique et se sont rendus au Musée de la bombe atomique, au Mémorial national pour la paix dédié aux victimes de la bombe atomique, au Parc pour la paix, au Mémorial Nagai Tashika et sur des sites de monuments. Ils ont également discuté avec des *hibakusha* (survivants du bombardement) et rencontré des représentants du Centre de recherche pour l'abolition des armes nucléaires. À Hiroshima, ils se sont rendus au Mémorial pour la paix et au Dôme de la bombe atomique et ont déposé des fleurs au Mémorial de la paix. Ils ont suivi un exposé présenté par des représentants de la ville d'Hiroshima et de la Fondation culturelle pour la paix, ont discuté avec des *hibakusha*, assisté à des séances de lecture de récits sur la bombe A et visité la Fondation de recherche sur les effets des rayonnements. À Tokyo, les boursiers ont entendu les exposés de hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères sur les efforts japonais en matière de désarmement nucléaire.

27. La toute première visite au Brésil a été organisée par l'Agence argentine-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires et comprenait une

présentation et des exposés de hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères du Brésil et de l'Argentine et de hauts responsables de l'Agence sur la mise en place et le regroupement des activités relatives aux garanties aux fins du contrôle et de la vérification des installations et des matières nucléaires au Brésil et en Argentine. Les boursiers ont également visité l'unité technique de l'Agence et l'usine de production de combustible nucléaire destiné à l'industrie nucléaire brésilienne dans la ville de Resende. Une visite similaire était prévue en 2020 en Argentine.

Troisième partie

28. La troisième partie du programme se déroule au Siège de l'ONU et a pour but de familiariser les boursiers avec d'autres questions essentielles relatives au désarmement, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération, ainsi qu'avec les travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale et le mandat et les activités du Bureau des affaires de désarmement. En 2019, ce volet du programme comprenait une réunion-débat sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération, avec la participation de cinq représentants d'États Membres, ainsi que des exposés présentés par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement et des hauts fonctionnaires du Bureau des affaires de désarmement, des diplomates de haut rang et des représentants de la société civile et des institutions universitaires. Cette réunion-débat portait sur tout un éventail de sujets, notamment les doctrines et approches nucléaires, le fonctionnement de la Première Commission, la Commission du désarmement, le Conseil consultatif pour les questions de désarmement, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et sa procédure d'examen, les responsabilités et activités du Bureau des affaires de désarmement, les questions inscrites à l'ordre du jour de la Première Commission, et la diplomatie multilatérale et la prise de décision à l'ONU. Les boursiers ont eu l'occasion d'assister à des réunions de la Première Commission.

29. Durant leur séjour à New York, les boursiers ont participé à un exercice de simulation des négociations sur une résolution de l'Assemblée générale, organisée conjointement avec le Center for Global Affairs de l'Université de New York. Cet exercice comprenait la coordination des positions des groupes, et la présentation d'une résolution relative aux systèmes d'armes létaux meurtriers, les négociations sur le texte et la prise de décision. Les boursiers ont également participé à une table ronde sur les possibilités et les difficultés liées à la promotion du désarmement nucléaire avec le Program on Science and Global Security de l'université de Princeton.

30. Durant cette partie du programme, les boursiers ont mis la dernière main à leurs travaux de recherche sur un sujet de leur choix relatif au désarmement, au contrôle des armements, à la non-prolifération et à la sécurité internationale et ont présenté leurs principales conclusions. À la fin du programme, la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement et le Président de la Première Commission ont remis aux boursiers une attestation de participation.

III. Conclusion

31. L'année 2019 a marqué le quarantième anniversaire de la toute première « promotion » de boursiers créée en vertu de la décision prise par l'Assemblée générale en 1978, lors de sa dixième session extraordinaire, de lancer un programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement afin de favoriser l'acquisition de connaissances sur cette question dans les États Membres, plus spécialement dans les pays en développement. Pour marquer cette occasion, le Bureau des affaires de désarmement prépare une publication qui retracera la réflexion et l'expérience de plusieurs générations d'experts du désarmement.

32. En plus de 40 ans, le programme a permis de former 1 033 fonctionnaires originaires de 170 États Membres. Ces derniers apprécient à sa juste valeur la contribution du programme aux efforts de renforcement des capacités des jeunes diplomates à participer aux délibérations et aux négociations sur le désarmement. Bon nombre occupent aujourd'hui des postes à responsabilité dans ce domaine, notamment dans leur administration nationale ou au sein d'organisations internationales compétentes en matière de désarmement. Le soutien massif apporté aux résolutions bisannuelles relatives aux bourses d'études, à la formation et aux services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement et le nombre important de candidatures que le Bureau des affaires de désarmement reçoit chaque année témoignent du vif intérêt que les États Membres portent toujours à ce programme. Le Secrétaire général se félicite tout particulièrement du nombre élevé de femmes sélectionnées durant la période considérée.

33. Le Secrétaire général note avec satisfaction que le programme de bourses d'études dans le domaine du désarmement contribue à promouvoir une plus grande prise de conscience des questions de désarmement, de contrôle des armements et de non-prolifération dans le contexte de la sécurité internationale. Le programme continue de jouer un rôle décisif dans la promotion du multilatéralisme et la compréhension accrue du fonctionnement du mécanisme de désarmement des Nations Unies et des autres organismes œuvrant en faveur du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements aux niveaux mondial et régional, ainsi que de la sécurité internationale. Dans ce contexte, le Secrétaire général est convaincu que le programme de bourses d'études sur le désarmement contribuera concrètement à la mise en œuvre de son programme intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement ».

34. Le Secrétaire général remercie tous les États et organismes qui ont fidèlement appuyé le programme au fil des années et contribué ainsi à son succès. Il remercie tout particulièrement les Gouvernements de l'Allemagne, du Brésil, de la Chine, du Japon, du Kazakhstan, de la République de Corée et de la Suisse, ainsi que l'Union européenne, pour le soutien qu'ils continuent d'apporter au programme. Il remercie également l'AIEA, la Cour pénale internationale, la Cour internationale de Justice, l'OIAC, l'OSCE et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour leur appui au programme et la contribution qu'ils y apportent.
